

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 20 décembre 2013

La Françafrique coupable **Centrafrique : Faites entrer l'accusé !**

François Charles et Romuald Boko

Une vie politique inexistante

Aucun observateur n'aura été surpris par l'annonce du gouvernement français de son intervention en Centrafrique. En effet, plus de quinze jours avant l'opération, les troupes d'élite de la 11ème brigade parachutistes étaient déjà à Bangui. But avoué : Préparer le terrain à l'arrivée du contingent déjà mobilisé.

Complètement exsangue, de dictatures en coups d'état, la population de la République Centrafricaine, 5 millions d'habitants, n'aura connu, depuis la décolonisation, qu'une succession de drames, de conflits et de guerres civiles, la précipitant dans la misère la plus profonde.

On dit souvent de ce pays qu'il est le laboratoire, ou la créature, du comportement impérialiste de la France sur le continent. On le dit car dans chaque soubresaut politique ou militaire la main de Paris est toujours bien visible, sur le volant du pick-up et sur la gâchette des armes embarquées. C'est la France qui, tout au long de « l'indépendance » de la République Centrafricaine a fait, défait et « refait », les dictateurs au gré des intérêts et des ressources qu'elle avait à défendre sur place. Le recours aux pires monstruosité n'aura jamais rebuté les « services » du quai d'Orsay. Qui ne se souvient, en effet, du sinistre pitre Bokassa, « ami » privilégié de Giscard d'Estaing, qu'il ne manquera pas d'inviter à ses agapes, à de nombreuses reprises et de rémunérer à coup de sacs de...diamants (1).

Ainsi en allait-il avant Bokassa, ainsi en est-il allé pendant son règne « impérial » et ainsi en est-il allé après sa chute.

En 2003, bis repetita, c'est la France en duo avec le Tchad de Déby qui, par les armes, impose Bozizé aux commandes du pays. Dès son « entrée en fonction » Bozizé, n'aura de cesse d'organiser, comme ses prédécesseurs, la répression féroce de ses opposants, le pillage du pays, le favoritisme le plus éhonté...menant directement la société à la crise politique, économique et sociale et à la ruine qu'on connaît aujourd'hui.

La clownerie électorale de 2011 organisée par Bozizé, saluée par la France, ne changera rien à l'affaire et surtout, n'exonèrera en rien les immenses responsabilités du système de la Françafrique.

C'est bien l'ex puissance coloniale qui, systématisant et verrouillant les passations de pouvoir d'un représentant de bande à un autre, verrouille du même coup toute possibilité de voir naître les bases d'une quelconque vie démocratique. Un système que la France sait très bien exporter partout ailleurs en Afrique quand les besoins se font sentir. Les dysfonctionnements inhérents à ces pratiques de sabotage permettant, au vu des situations vécues par les populations, d'entraîner l'adhésion aux interventions militaires, qu'il s'agisse des opinions publiques, des partenaires et même des Nations Unies.

A l'attention de tous ceux-là, il s'agira simplement de démontrer que « intervention militaire oui, mais pour cause d'humanitaire » ! Et le tour est joué. C'est le système qui, après Sadam Hussein, les burkas afghanes, a prévalu en Libye, en Côte d'Ivoire, au Mali, à Bangui et servira encore demain pour la Syrie.

En Centrafrique, le coup d'Etat mené contre Bozizé par la coalition (Seleka) a été rendu possible, encore une fois, selon le bon vouloir de la France et de Déby, son exécutant régional. Bozizé esseulé, Bozizé renversé. Point barre. Pourquoi ? On dit que Total aurait vu d'un très mauvais oeil le projet de Bozizé de « refiler » le pétrole de Boromata aux chinois et que le quai d'Orsay, quant à lui, se serait énervé de son désir de claquer la porte aux tchadiens chargés par la France de le chaperonner.

Une intervention « humanitaire » ?

Il est indéniable que, par delà les responsabilités des uns et des autres, la situation post Bozizé et Seleka est lourde de dangers pour les populations civiles. Il n'est donc pas étonnant que les populations, terrorisées par les exactions incessantes des milices aient accueilli les militaires français avec soulagement et même satisfaction. Il faut savoir, à propos de la Seleka, que ce regroupement de différents courants politiques de bric et de broc, sans ligne politique aucune est essentiellement composé de soudanais et de tchadiens se réclamant de l'islam qui, au nom

de cette appartenance, ont pillé et persécuté sans pitié tous les non musulmans.

Evidemment, les dissensions inter ethniques sont montées en épingle, tout comme les soit-disant différences religieuses entre musulmans et chrétiens, alors que jusqu'à très récemment, en RCA, comme dans nombre d'autres régions d'Afrique, par delà ces différences, les populations vivaient en bonne intelligence.

La plupart des médias français, jamais en reste pour défendre les position officielles de leurs gouvernements, ont enfoncé le clou allant jusqu'à évoquer « une situation génocidaire ». Il s'agit, encore une fois, d'une description abusive de la réalité visant à masquer la réalité de l'intervention. (2). La RCA n'est pas le Rwanda. Un Rwanda que la France connaît bien puisque accusée par beaucoup d'avoir eu de grandes responsabilités dans la situation qui a précédé les massacres. On ne rencontre pas, en RCA, de groupes organisés, portés par une idéologie précise qui porterait comme objectif la disparition systématique d'une partie identifiée de la population.

Si le risque génocidaire, abusivement utilisé, voire galvaudé, à des fins strictement « publicitaires », n'existe pas, il n'en est pas moins vrai que, dans un pays détruit, sans état, sans police, livré aux seules bandes armées, la situation est lourde de graves dangers pour les populations.

Les restes de l'état, assistance sanitaire, structures d'aide diverses ont été détruits sous le gouvernement Bozizé.

Michel Djotodia, le nouveau « patron » du pays n'avait aucune influence sur les bandes armées de la Seleka. Il n'en n'a pas davantage aujourd'hui. C'est ce qu'a évoqué François Hollande au début de l'intervention, exigeant même son départ immédiat du pouvoir, avant de, se ravissant, le rencontrer deux jours plus tard, sur le tarmac de Bangui, lors de son voyage de retour d'Afrique du Sud ! (3)

Les véritables objectifs

Se partageant les rôles avec l'administration américaine en retrait, la France renforce actuellement son rôle de gendarme principal de l'Afrique. On l'a vu en Libye, au Mali, en Côte d'Ivoire... Elle maintient et augmente des contingents militaires dans tous les points stratégiques, et fait nouveau, partout sur le continent, y compris au delà des régions Ouest et Centre, sa zone habituelle d'influence.

Par delà les affirmations arguant de l'humanitaire, l'enjeu géopolitique de la Centrafrique est fondamental. Il n'est pas imaginable en effet, dans la guerre sans merci que livrent les grandes puissances et les multinationales pour le contrôle des ressources, de laisser cette large bande, allant de l'Est africain à la côte Ouest, aux mains de jihadistes susceptibles de perturber durablement la domination occidentale sur une gigantesque région. Or, dans la chaîne des pays constituant cette bande, la RCA est justement le maillon reliant ceux de l'Est à ceux de l'Ouest.

Tous les pays de la région sont riches en ressources indispensables et gageons que la France, une fois bien installée militairement, saura « gérer » ses affaires aussi bien que...la situation humanitaire. Gageons qu'elle saura persuader le patron local, quel que soit celui qu'elle aura mis en place, de ré-envisager la gestion du site pétrolier de Boromata tout comme elle n'oubliera pas d'envoyer des troupes aux fins de protéger le site de Bakouma, permettant ainsi à Areva d'exploiter sereinement les gisements d'uranium... Claude Guéant ex-ministre De Sarkozy et Jean Christophe Mitterrand (ex « papamadi ») se sont déjà rendus à pied d'oeuvre (4).

Ainsi donc, par delà, les pseudo clivages politiques, se perpétue la macabre Françafrique.

François Charles
ex-professeur associé à ENEA Dakar et Directeur publication « L'Autre Afrique »
(<http://www.lautreafrique.info>)

Romuald Boko
Directeur du quotidien « Le Pays émergent » Cotonou (Bénin)

1/ L'affaire des diamants de Bokassa, soulevée par le Canard Enchaîné, avait pesé pour beaucoup dans la non réélection en 74 de Giscard d'Estaing à la présidence de la République.

2/ Bernard Kouchner, inventeur de « l'ingérence humanitaire » et donc du « droit d'ingérence » qui l'accompagne, a toujours expliqué que, d'un point de vue marketing, le génocide était très « porteur ». C'est ainsi qu'avec Bernard Henri Lévy, il a vu des génocides en Somalie, en ex Yougoslavie, au Soudan, en Irak, au Darfour, en Syrie...partout où, comme par hasard, « l'ingérence était nécessaire ». Étonnamment, on les aura moins remarqué au Rwanda, où pourtant, il y avait bien une réelle tentative génocidaire. Comprenez qui pourra...

3/ Une volte face qui montre bien le peu de compréhension de la situation, et surtout le peu de cas des populations, de la part d'un président qui vient pourtant d'ouvrir, dans le pays, un front de guerre.

En escale à Bangui, François Hollande revenait des obsèques de Nelson Mandela.

4/ in www.afriquesenlutte.org

<http://lautreafrique.info/2013/12/la-francafrique-accusee/>
<http://lautreafrique.info/2013/12/la-francafrique-accusee/>

<http://www.legrandsoir.info/centrafrique-faites-entrer-l-accuse.html>